

Direction de la Santé Publique

Service émetteur : Unité Territoriale des Vigilances et Sécurités de
L'Environnement et des Milieux de la Vienne

Affaire suivie par : M. P JARRY
Courriel : patrick.jarry@ars.sante.fr
Téléphone : 05-49-44-83-71
Télécopie : 05-49-44-83-91
Réf. : 15PJ298URB085

PJ : 1 avis sanitaire sur les ressources en eau potable,
4 périmètres de protections,
1 fiche sur les enjeux sanitaires.

Arrivé SUA le : 08 AVR. 2015	Info	ATTR
C.S.		
ADS		
U.P.		✓
ACOT		
Observations :		

V- ADV 13.4.15

Poitiers, le 08 AVR. 2015

Monsieur le Directeur Départemental
Des Territoires de la Vienne
SUA-UP
20, rue de la Providence

86000 POITIERS

Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme de **VOUNEUIL SUR VIENNE**.
Informations à porter à la connaissance du Maire.

En réponse à votre courriel du 2 mars dernier concernant l'affaire citée en objet, j'ai l'honneur de vous faire part des informations en ma possession, pouvant être utiles dans le cadre de la révision du P.L.U. de la commune de **VOUNEUIL SUR VIENNE**.

Dans le domaine de **l'eau potable**, vous trouverez un avis sanitaire établi par mes services pour l'année 2014. De plus, la commune est affectée par quatre servitudes de protections de captages d'eau potable. Elles concernent les périmètres de protections rapprochées (PPR) ou éloignées (PPE) suivants :

- PPR / PPE du captage de "Marais Est" (commune de VOUNEUIL S/ VIENNE- D.U.P. du 8 août 1995) ;
- PPR / PPE du captage de "Noyer Jaune" (commune de VOUNEUIL S/ VIENNE - D.U.P. du 27 décembre 1995) ;
- PPR des 2 captages F1 et F4 de "Moussais" (communes de VOUNEUIL S/ VIENNE et ST CYR - D.U.P. du 18 septembre 2006) ;
- PPE de la prise d'eau en Vienne de "Fort Clan" à CENON S/ VIENNE (D.U.P. du 24 juin 2014).

Les PPR sont soumis à des interdictions ou à des réglementations spécifiques pour certaines activités (voir tableaux des prescriptions et cartes joints), et les PPE, qui ne sont soumis qu'à la réglementation générale, constituent néanmoins une zone de vigilance pour les services de la Police de l'Eau. Tous ces périmètres devront figurer au plan des servitudes (cartes, tableaux des prescriptions et recommandations joints). A noter que l'exploitation du captage de "Noyer Jaune" est suspendue, en raison de la présence de pesticides dans son eau. Quant au captage de "Marais Est", qui n'est plus utilisé et peut être considéré comme définitivement abandonné, il devra néanmoins figurer au plan des servitudes tant que le maître d'ouvrage (EAUX de VIENNE) n'aura pas fait une demande d'abrogation de l'arrêté de D.U.P. instituant cette servitude.

Je rappelle en outre que pour disposer des documents complets, trop volumineux pour vous être adressé par voie électronique, vous pouvez obtenir un accès aux données détaillées des périmètres de protection du Poitou-Charentes à l'adresse suivante :

<http://www.ars.poitou-charentes.sante.fr/Perimetres-de-protection.117123.0.html>

En ce qui concerne **l'assainissement**, le schéma de zonage communal a été élaboré. Il sera utile à la définition des zones constructibles et pourra figurer en annexe du dossier. En matière d'équipements, cinq ouvrages de traitement collectif des eaux usées existent sur la commune :

- le lagunage du Bourg, d'une capacité de 1100 équivalents-habitants ;
- le filtre à sable de "Montgamé" (300 éq.-hab.) ;
- le filtre planté de roseaux de "Ribes" (140 éq.-hab.) ;
- le lagunage de "Pied-Sec" (100 éq.-hab.) ;
- le filtre planté de roseaux de "Chabonne" (40 éq.-hab.).

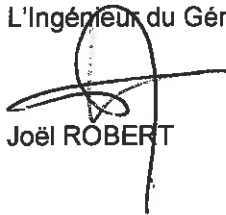
.../...

Il conviendra, particulièrement pour les plus anciens, de s'assurer que leur réserve de capacité et leur fonctionnement soient satisfaisants pour permettre le développement de l'urbanisation dans les zones desservies. De plus, une zone *non aedificandi* de 100 mètres (vis-à-vis des habitations, bureaux, campings...) devra être maintenue autour des ouvrages à ciel ouvert (lagunages et filtres à roseaux).

D'une manière générale, **le futur règlement** devra intégrer une clause de sauvegarde pouvant aller jusqu'à interdire toute construction susceptible de créer ou de subir des nuisances (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et les éléments toxiques...). Je joins également une fiche récapitulant les principes généraux **des objectifs sanitaires** à atteindre.

Enfin, je vous informe que mes services souhaiteraient être associés à la procédure de révision de ce document d'urbanisme.

Pour le Directeur de la Santé Publique,
L'Ingénieur du Génie Sanitaire,



Joël ROBERT

QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2014

SYNDICAT D'EAU de
BONNEUIL-VOUNEUIL

Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré par l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, avec la collaboration d'un laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne) pour la mise en œuvre du programme annuel de prélèvements et d'analyses d'eaux. La surveillance au quotidien de la qualité des eaux est exercée par les syndicats d'eau ou communes avec leurs exploitants.

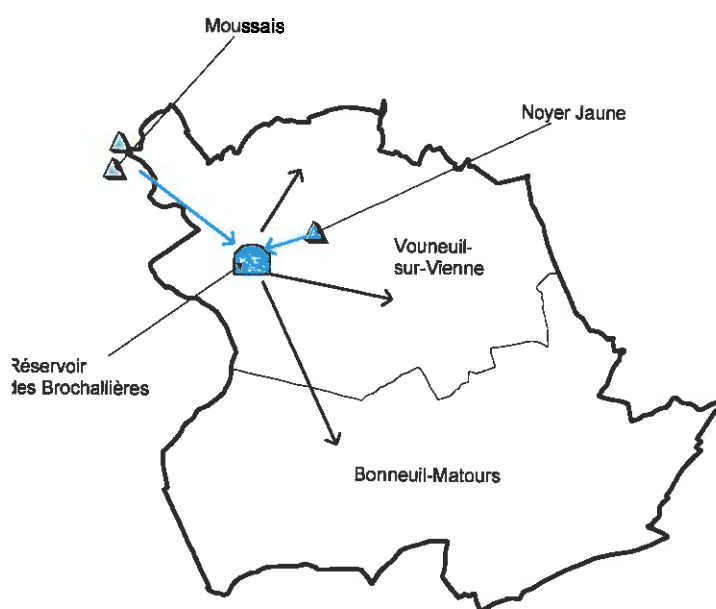
Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

La gestion de la production - distribution d'eau est assurée par le S.I.V.E.E.R.

Une seule UDI a été définie dans le *SIAEP de Bonneuil-Vouneuil*.

Origine de l'eau : L'eau que vous consommez provient de ressources souterraines. L'UDI est desservie par un mélange d'eaux provenant de deux zones de captage situées sur la commune de *Vouneuil-sur-Vienne*.

- Le puits de *Noyer Jaune* capte les eaux de la nappe alluviale de la Vienne et l'aquifère du jurassique moyen.
- Les captages de *Moussais* (2 forages) qui appartiennent au syndicat de production du SIPEM, puisent dans la nappe aquifère captive du jurassique supérieur.



Réservoir
au sol



Captages

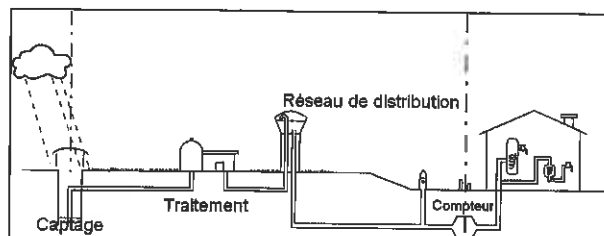
Le puits de *Noyer Jaune* a été mis à l'arrêt depuis mai 2013 suite à des pollutions récurrentes en pesticides. Des actions de prévention devront être menées, notamment avec le monde agricole avant remise en service.

Traitement : La station de *Noyer Jaune* n'ayant pas été utilisée en 2014, seule l'eau provenant de *Moussais* fait l'objet d'une déferrisation suivie d'une désinfection au chlore gazeux et alimente le réservoir des Brochallières.

Contrôle : 25 prélèvements représentant 1547 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues dans le code de la Santé Publique relatif aux eaux destinées à la consommation humaine

Protection des ressources :

La procédure administrative (arrêté préfectoral de DUP avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour les captages de *Noyer Jaune* et de *Moussais*.



Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou Réf. de qualité	RESULTATS 2014 Réseau d'adduction		
		Minimum	Moyen	Maximum
pH	6,5 - 9	7,4	7,6	7,8
Conductivité ($\mu\text{S}/\text{cm}$ à 25°C)	200 - 1100	649	661	679
TURBIDITE (en NFU)	2	0	0,15	0,30
DURETE (TH en °F)	Néant	29	30,3	31
NITRATES (en mg/l)	50	0	0,5	5,2
FLUOR (en mg/l)	1,5	1,0	1,16	1,3
SELENIUM (en $\mu\text{g}/\text{l}$)	10	0	0	0

Bactériologie

- Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été **de bonne qualité**. A noter la présence d'un coliforme sur un prélèvement, un recontrôle ayant montré un retour rapide à la normale.

Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation importante, bicarbonatées calciques. Le pH est légèrement basique.

Turbidité

- Les eaux distribuées possèdent une bonne transparence qui s'est traduite par une **faible turbidité** inférieure ou égale à 0,3 NFU.

Dureté

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium et 0,7°anglais et 0,56° allemand). Les eaux distribuées renferment une **dureté importante**.

Dans l'hypothèse de l'installation d'un traitement individuel, il est rappelé qu'il convient de conserver pour l'alimentation, un point d'eau froide non soumis à ce traitement complémentaire. Il est conseillé par ailleurs de maintenir un résiduel de dureté entre 10 et 15 °F sur les réseaux intérieurs de distribution afin de limiter les phénomènes de corrosion pouvant être induits par de l'eau adoucie à 100 % et afin de limiter l'augmentation des teneurs en sodium dans l'eau car l'élimination d'un °F de TH sur une résine apporte 4,6 mg/l de sodium en plus dans l'eau.

Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. **Les eaux alimentant le syndicat sont moyennement fluorées et des apports complémentaires ne sont pas conseillés.**

Nitrates

- Les concentrations en nitrates sur le réseau demeurent **assez faibles**.

Pesticides

- Les recherches réalisées en 2014 sur plus de 190 substances n'ont pas révélé la présence de **produits phytosanitaires** dans les eaux distribuées.

En revanche, le glyphosate et le métolachlore, sont toujours présents **sur l'eau brute du puits du Noyer Jaune** à des teneurs dépassant les limites de qualité, empêchant ainsi sa remise en service.

Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais** quelques heures avant de la consommer.
- **Si vos canalisations et branchements sont en plomb, il est fortement conseillé de les remplacer.** Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- **Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable.** Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable.

Pour plus d'informations...

Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant,

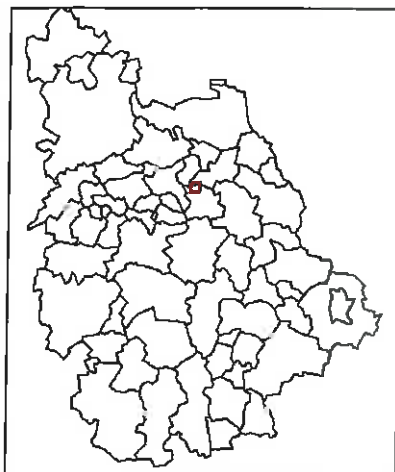
ou l'Agence Régionale de Santé,

NB : site Internet de l'ARS. :

www.ars.poitou-charentes.sante.fr –

Services en ligne – Eau du robinet





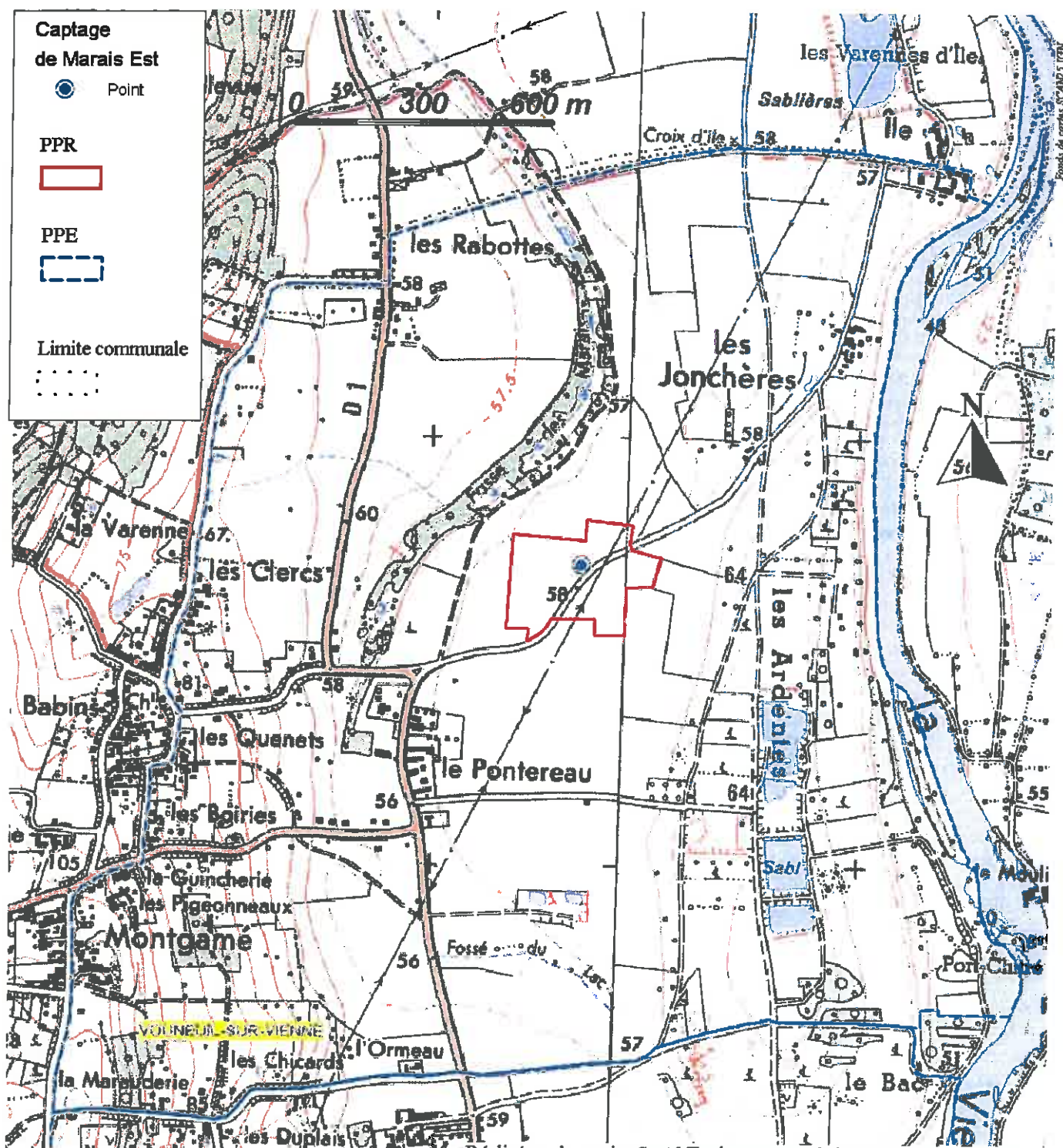
Commune de Vouneuil-sur-Vienne

Périmètres de protection du captage de Marais Est

Maître d'ouvrage : SIAEP de BONNEUIL-VOUNEUIL

Gestionnaire : SIVEER

DUP 8/8/1995



PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Règlementation locale (1)	Règlementation générale (2)	Règlementation locale (1)	Règlementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de graviers	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes	sans objet				X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X			X
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
10	L'épandage et l'infiltation de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	X				X
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X				X
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X				X
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X ¹		X
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou autres)			X ¹		X
15	L'établissement d'étables ou de stabulations fixes	X				X
16	Le pacage léger des animaux			X		X
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
18	Le déboisement	sans objet				X
19	La création d'étangs	X				X
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		X
21	La construction et la modification des lignes de communication aériennes ou souterraines			X		X
22						
23						
24						

Conformément au code de bonnes pratiques agricoles

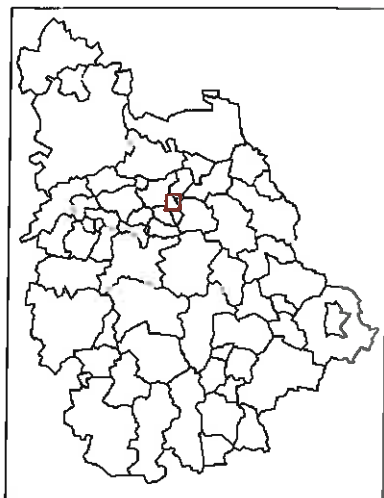
PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché				Périmètre éloigné	
		Intervention	Règlementation locale (1)		Règlementation générale (2)		Règlementation générale (2)
			EST	LOXST	EST	LOXST	
1	La création de forage ou de puits				X	X	X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X	X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières	X				X	X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes			X	X		X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X	X				X
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées			X	X		X
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X	X				X
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X	X				X
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau				X	X	X
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle			X	X		X
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X			X		X
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X			X		X
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols				X ¹	X ¹	X
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (pesticides phytosanitaires ou approuvés)				X ¹	X ¹	X
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X				X	X
16	Le pacage léger des animaux				X	X	X
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X	X
18	Le débouement				X	X	X
19	La création d'étangs	X				X	X
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes				X	X	X
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X	X
22							
23							
24							

(1) Règlementation locale relative à la protection du point d'eau

(2) Règlementation générale relative au Noyer Jaune (POS n° 5.3)

1 Conformément au code de bonnes pratiques agricoles



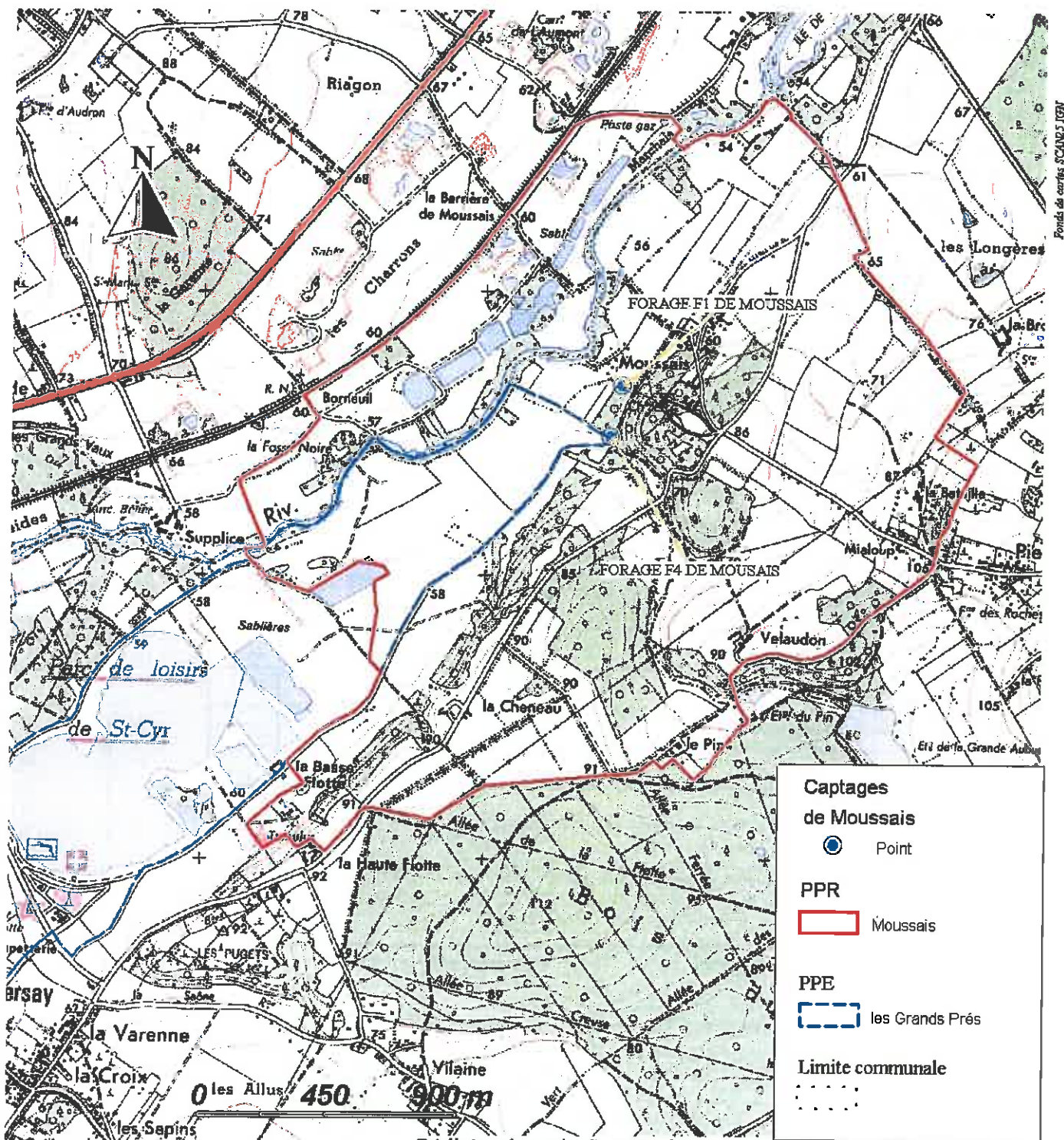
Communes de Saint-Cyr et Vouneuil-sur-Vienne Captages de Moussais

Maître d'ouvrage : SEM DE MOUSSAIS

Gestionnaire : SIVEER

DUP 18/9/2005

F1 - F4



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le 18 SEP. 2006

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Frédéric BENET-CHAMBELLAN

Avis hydrogéologique Y.L.Mars 2000

COMMUNE: Vouneuil et St Cyr (86)
SYNDICAT: S. Intercommunal de Production d'Eau
de Mousais

PONT D'EAU: Forages F1 et F4 de Mousais
DATE: Mars 2000

PERIMETRES DE PROTECTION
TABEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Réglement applicable				
		Interdiction	Réglementation nationale (1)	Réglementation générale (2)		
1	La création de forage ou de puits					
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de constructions					
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes					
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					
6	L'installation de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées					
8	L'implantation de constructions d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter préjudice directement ou indirectement à la qualité des eaux					
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux					
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11					
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ravageurs des cultures					
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique					
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15					
15	L'épandage de foin, de paille, de bouses de vache, d'urates, de matières de vidange, de jus d'égouttage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire					
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ravageurs des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)					
17	L'installation d'égouts ou de évacuations libres					
18	Le passage des animaux					
19	L'installation d'aliments ou d'abris destinés au bétail					
20	La détérioration					
21	La création d'étable					
22	Le camping (primaire ou secondaire) et le stationnement de caravanes					
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'entretien					
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection de point d'eau

(2) Réglementation générale relative au Sars (P01, R02, J)

Tableau 3 - Etat récapitulatif des prescriptions

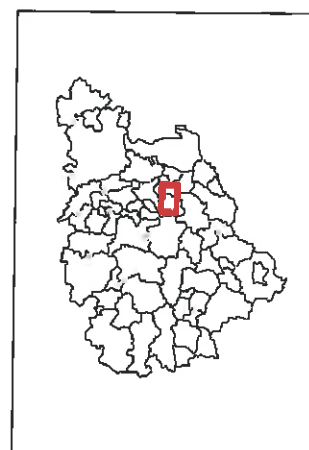
Commune de Cenon

Périmètres de protection de la prise d'eau en Vienne

DUP 24/6/2014

Maître d'ouvrage : Ville de Chatellerault

Gestionnaire : SIVEER



Conté de cartes IGN 253 / IGN

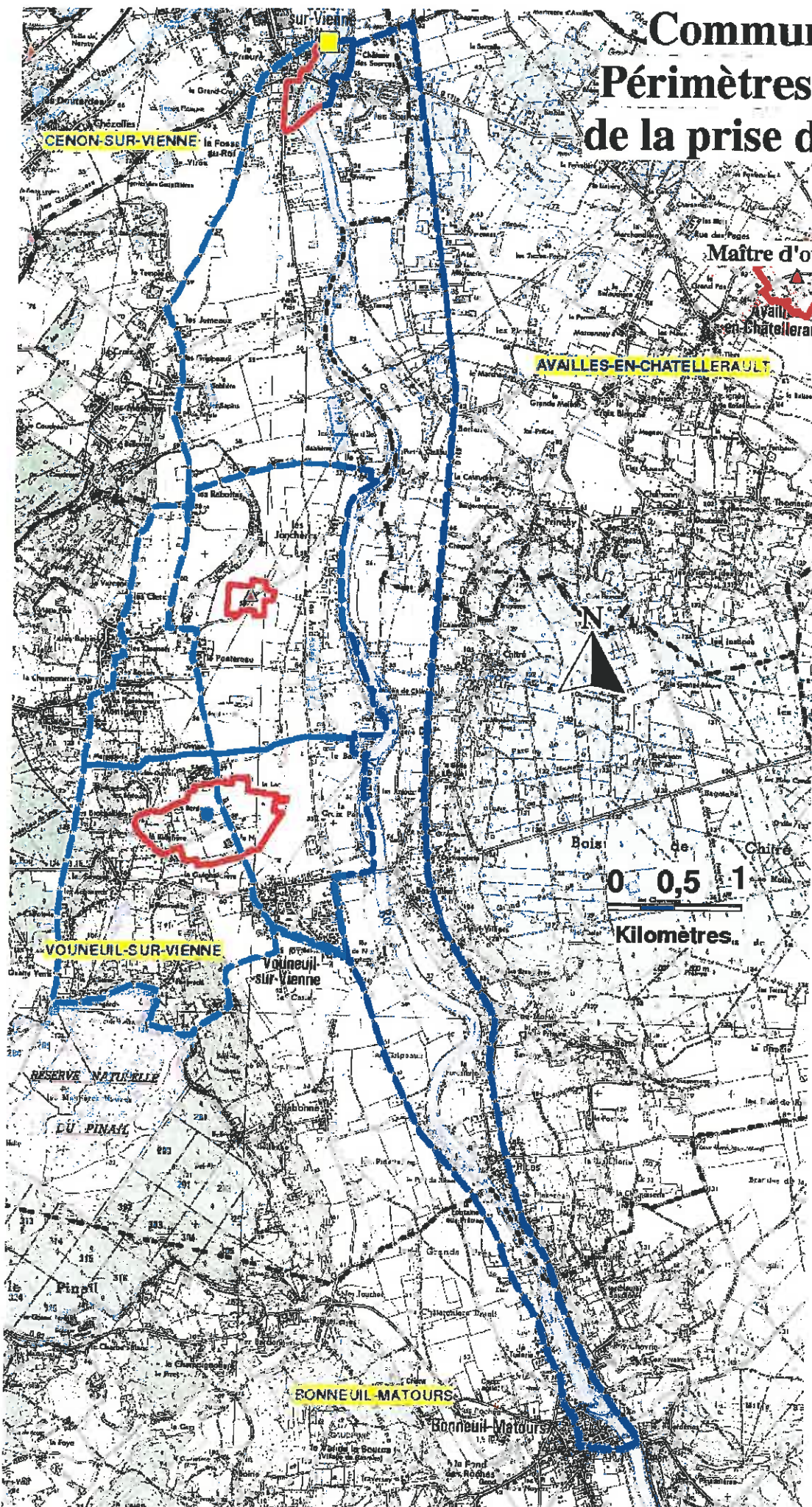
Prise d'eau
De la Vienne



PPR



PPE



ANNEXE V : TABLEAU DES PRESCRIPTIONS (prise d'eau de Fort Clan sur Cenon)

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P			
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			
3	L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome			
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			
7	L'assainissement individuel			
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées			
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X		
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X	
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes			
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs			
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars			
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X		
26	Circulation des poids lourds transportant des substances susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux.	X		
27	Rejets d'eaux pluviales		X	

NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique

OBJECTIFS SANITAIRES APPLICABLES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Le document d'urbanisme doit élaborer un projet de développement durable dans un souci d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement. Il vise notamment à assurer la protection de la santé des populations et la prévention des risques et des nuisances au travers de :

◆ L'alimentation en eau potable

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation" (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du PLU et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de l'ARS et de la DREAL.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

◆ La qualité de l'air

"L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie" (extrait de l'article L. 220-1 du Code de l'environnement)

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuya...).

◆ La lutte contre le bruit

"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement" (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement)

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Il est rappelé également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

◆ Le traitement des déchets

" Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination" (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement)

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Par ailleurs, si la destination des boues issues d'un dispositif d'épuration communal n'est pas organisée, elles doivent être valorisées ou éliminées suivant une filière réglementaire. Dans le cas où la solution retenue est la valorisation agricole, un plan d'épandage doit être élaboré en application du décret du 8 décembre 1997.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent notamment prendre en considération la proximité des secteurs d'épandage compte tenu des risques de nuisances olfactives.

D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter :

- la protection de la ressource en eau ;
- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...) ;
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

